

N° 718

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 10 juin 2025

PROJET DE LOI

REJETÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
APRÈS ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE,

*relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes
de l'année 2024,*

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

À

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Envoyé à la commission des finances.)

L'Assemblée nationale a rejeté le projet de loi dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale (17^e législature) : 1285, 1492 et T.A. 138.

Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024

Article liminaire

- ① Le solde structurel et le solde effectif de l'ensemble des administrations publiques résultant de l'exécution, les dépenses des administrations publiques résultant de l'exécution exprimées en milliards d'euros courants, l'évolution des dépenses publiques résultant de l'exécution sur l'année exprimée en volume, les prélèvements obligatoires, les dépenses et l'endettement de l'ensemble des administrations publiques résultant de l'exécution et les principales dépenses des administrations publiques pour 2024 considérées comme des dépenses d'investissement au sens du dernier alinéa de l'article 1^{er} A et du 2^o de l'article 1^{er} E de la Loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, ainsi que ces mêmes agrégats inscrits en loi de finances initiales pour 2024 et pour l'année 2024 dans la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 s'établissent comme suit :

②

(En % du PIB sauf mention contraire)

Ensemble des administrations publiques	Exécution 2024	Loi de finances pour 2024		Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 Pour l'année 2024	
		Prévision	Écart	Prévision	Écart
Solde structurel (1) (en points de produit intérieur brut potentiel).....	-5,2	-3,7	-1,5	-3,7	-1,5
Solde conjoncturel (1) (2)	-0,5	-0,6	0,1	-0,6	0,1
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3) (en points de produit intérieur brut potentiel)	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Solde effectif (1+2+3)	-5,8	-4,4	-1,4	-4,4	-1,4
Dettes au sens de Maastricht.....	113,0	109,7	3,3	109,7	3,3
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôt (2)).....	42,8	44,1	-1,3	44,1	-1,3
Dépense publique (hors crédits d'impôt)	56,4	55,4	1,0	55,3	1,1
Dépense publique ((hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	1 650	1 624	26	1 622	28
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%) (3)	2,0	0,7	1,3	0,5	1,5
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros) (4).....	26	30	-4	30	-4

(1) Mesuré dans le cadre potentiel de la LPFP 2023-2027, conformément à l'article 62 de la loi organique relative aux lois de finances.

(2) Crédits d'impôt.

(3) À champ constant.

(4) Au sens de la loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

Article 1^{er}

① I. – Le résultat budgétaire de l'État en 2024, hors opérations avec le Fonds monétaire international, est arrêté à la somme de - 155 929 972 365,40 €.

② II. – Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2024 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

(En euros*)

③

	Dépenses	Recettes	Soldes
Budget général			
Recettes			
Recettes fiscales brutes.....		467 247 625 869,83	
<i>À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État</i>		141 568 330 580,19	
Recettes fiscales nettes (a)		325 679 295 289,64	
Recettes non fiscales (b)		23 211 606 094,11	
Montant net des recettes hors fonds de concours (c) = (a) + (b)...		348 890 901 383,75	
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne (d)</i>		67 733 238 791,80	
Total net des recettes hors prélèvements sur recettes (e) = (c) - (d)		281 157 662 591,95	
Fonds de concours (f)		8 309 192 572,61	
Montant net des recettes y compris fonds de concours (g) = (e) + (f)		289 466 855 164,56	
Dépenses			
Dépenses brutes hors fonds de concours.....	576 672 389 215,56		

À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État.....	141 568 330 580,19		
Montant net des dépenses (h)	435 104 058 635,37		
Fonds de concours (i)	8 309 192 572,61		
Montant net des dépenses y compris fonds de concours (j) = (h) + (i)	443 413 251 207,98		
Total du budget général y compris fonds de concours.....	443 413 251 207,98	289 466 855 164,56	-153 946 396 043,42
Budgets annexes.....			
Contrôle et exploitation aériens .	2 191 206 257,46	2 507 944 285,90	
Publications officielles et information administrative.....	138 701 752,40	194 559 053,02	
Fonds de concours.....	29 801 483,21	23 596 674,95	
Total des budgets annexes y compris fonds de concours.....	2 359 709 493,07	2 726 100 013,87	366 390 520,80
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale	80 003 160 646,47	75 478 413 990,92	-4 524 746 655,55
Comptes de concours financiers....	141 181 390 812,24	142 863 363 322,16	1 681 972 509,92
Comptes de commerce (solde)	-410 970 687,36		410 970 687,36
Comptes d'opérations monétaires hors opérations avec le Fonds monétaire international (solde).....	-81 836 615,49		81 836 615,49
Total des comptes spéciaux hors opérations avec le Fonds monétaire international	220 691 744 155,86	218 341 777 313,08	-2 349 966 842,78
Résultat budgétaire de l'État hors opérations avec le Fonds monétaire international			-155 929 972 365,40

Article 2

- ① Le montant définitif des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier de l'année 2024 est arrêté aux sommes présentées dans le tableau de financement ci-après :

②

(En milliards d'euros)

	Exécution 2024
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	155,1
<i>dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	<i>151,1</i>
<i>dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)</i>	<i>4,0</i>
Amortissement SNCF Réseau	2,7
Amortissement des autres dettes	0,0
Déficit à financer	155,9
Autres besoins de trésorerie	-8,1
Total	305,7
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes, nettes des rachats.....	285,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	6,5
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	31,9
Variation des dépôts des correspondants	-5,9
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	-3,4
Autres ressources de trésorerie	-8,4
Total	305,7

Article 3

- ① I. – Le compte de résultat de l'exercice 2024 est approuvé tel que présenté dans le tableau ci-après. Le résultat comptable de l'exercice 2024 s'établit à -123 703 947 751,28 € :

② **Tableau des charges nettes**

(En millions d'euros)

Charges de fonctionnement nettes	2024
Charges de personnel	174 964
Achats, variations de stocks et prestations externes	32 592
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations.....	67 599
Autres charges de fonctionnement.....	9 867
Total des charges de fonctionnement direct (I)	285 022
Subventions pour charges de service public	36 595
Dotations aux provisions	0
Autres charges de fonctionnement indirect	662
Total des charges de fonctionnement indirect (II)	37 257
Total des charges de fonctionnement (III = I + II)	322 280
Ventes de produits et prestations de service	3 569
Production stockée et immobilisée	144
Reprises sur provisions et sur dépréciations	55 695
Autres produits de fonctionnement	26 060
Total des produits de fonctionnement (IV).....	85 468
Total des charges de fonctionnement nettes (V = III - IV).....	236 812
Charges d'intervention nettes	2024
Transferts aux ménages	60 833
Transferts aux entreprises	52 452

Transferts aux collectivités territoriales.....	62 957
Transferts aux autres collectivités.....	31 695
Charges résultant de la mise en jeu de garanties	1 721
Dotations aux provisions et aux dépréciations	50 177
Total des charges d'intervention (VI)	259 835
Contributions reçues de tiers.....	13 955
Reprises sur provisions et sur dépréciations	74 780
Total des produits d'intervention (VII)	88 736
Total des charges d'intervention nettes (VIII = VI - VII)	171 099
Charges financières nettes	2024
Intérêts	47 708
Pertes de change liées aux opérations financières	128
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations.....	7 453
Autres charges financières	7 581
Total des charges financières (IX)	62 870
Produits des immobilisations financières	6 229
Gains de change liés aux opérations financières	145
Reprises sur provisions et sur dépréciations	11 686
Autres intérêts et produits assimilés	5 647
Total des produits financiers (X)	23 707
Total des charges financières nettes (XI = IX - X)	39 163
Total des charges nettes (XII = V + VIII + XI)	447 074

Tableau des produits régaliens nets

Impôt sur le revenu	89 302
Impôt sur les sociétés	60 173
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	16 119
Taxe sur la valeur ajoutée	97 370
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	37 796
Autres produits de nature fiscale et assimilés	32 031
Total des produits fiscaux nets (XIII)	332 791
Amendes, prélèvements divers et autres pénalités.....	12 856
Total des autres produits régaliens nets (XIV)	12 856
Total ressources propres de l'union européenne (XV).....	-22 276
Total des produits régaliens nets (XVI = XIII + XIV- XV)	323 370

Tableau de détermination du solde des opérations de l'exercice

Charges de fonctionnement nettes (V).....	236 812
Charges d'intervention nettes (VIII).....	171 099
Charges financières nettes (XI).....	39 163
Charges nettes (XII).....	447 074
Produits fiscaux nets (XIII).....	332 791
Autres produits régaliens nets (XIV)	12 856
Ressources propres de l'Union européenne (XV)	-22 276
Produits régaliens nets (XVI).....	323 370
Solde des opérations de l'exercice (XVI - XII)	-123 704

- ③ II. – Le résultat comptable de l'exercice 2024 est affecté au bilan à la ligne « report des exercices antérieurs ».

- ④ III. – Le bilan, après affectation du résultat comptable, s'établit comme suit :

	31/12/2024		
	Brut	Amortissements	Net
		Dépréciations	
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles.....	70 848	28 111	42 737
Immobilisations corporelles.....	683 958	88 412	595 546
Immobilisations financières.....	470 227	32 472	437 756
Total actif immobilisé.....	1 225 033	148 995	1 076 038
Actif circulant (hors trésorerie)			
Stocks.....	39 797	11 097	28 700
Créances.....	159 174	43 518	115 656
<i>Redevables</i>	<i>123 708</i>	<i>42 399</i>	<i>81 308</i>
<i>Clients</i>	<i>3 534</i>	<i>892</i>	<i>2 642</i>
<i>Autres créances</i>	<i>31 933</i>	<i>227</i>	<i>31 706</i>
Charges constatées d'avance.....	59 114	0	59 114
Total actif circulant (hors trésorerie).....	258 086	54 615	203 471
Trésorerie			
Fonds bancaires et fonds en caisse.....	2 919	0	2 919
Valeurs escomptées, en cours d'encaissement et de décaissement.....	-3 408	0	-3 408
Autres composantes de trésorerie.....	38 316	0	38 316
Valeurs mobilières de placement.....	148	0	148
Total trésorerie.....	37 974	0	37 974
Comptes de régularisation.....	402		402
Total actif (I).....	1 521 496	203 610	1 317 886
Dettes financières			
Titres négociables.....			2 619 706

Titres non négociables			0
Dettes financières et autres emprunts			28 690
Total dettes financières.....			2 648 396
Dettes non financières (hors trésorerie)			
Dettes de fonctionnement			11 391
Dettes d'intervention.....			11 122
Produits constatés d'avance			102 036
Autres dettes non financières			150 648
Total dettes non financières			275 197
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques.....			36 318
Provisions pour charges			125 138
Total provisions pour risques et charges			161 456
Autres passifs (hors trésorerie).....			39 289
Trésorerie			
Correspondants du Trésor et personnes habilitées			158 620
Autres.....			0
Total trésorerie.....			158 620
Comptes de régularisation			22 119
Total passif (hors situation nette) (II)			3 305 078
Report des exercices antérieurs.....			-2 047 770
Solde des opérations d'exercices antérieurs en attente d'affectation			-427 046
Écarts de réévaluation et d'intégration			487 624
Solde des opérations de l'exercice.....			0
Situation nette (III = I - II).....			-1 987 192

- ⑥ IV. – L'annexe du compte général de l'État de l'exercice 2024 est approuvée.

Article 4

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général au titre de l'année 2024 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Action extérieure de l'État	3 302 062 230,16		27 420 830,18
- Action de la France en Europe et dans le monde.....	2 119 912 818,24		15 541 262,03
- Diplomatie culturelle et d'influence	766 901 990,41		2 051 794,98
- Français à l'étranger et affaires consulaires	415 247 421,51		9 827 773,17
Administration générale et territoriale de l'État	5 297 116 737,81		206 204 988,80
- Administration territoriale de l'État.....	2 545 605 680,90		107 059 863,20
- Vie politique	358 031 257,65		33 744 014,35
- Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur.....	2 393 479 799,26		65 401 111,25
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	5 171 676 779,07		132 773 526,01
- Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.....	3 055 290 947,19		89 655 386,44
- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation ..	1 063 004 474,86		39 942 381,74
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	614 953 533,02		3 175 757,83

- Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG).....	438 427 824,00		
Aide publique au développement	4 757 846 328,11		626 037 737,29
- Aide économique et financière au développement	1 862 333 012,07		575 850 915,93
- Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement.	150 000 000,00		
- Solidarité à l'égard des pays en développement.....	2 745 513 316,04		50 186 821,36
- Restitution des "biens mal acquis".....			
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	1 972 707 234,12		4 281 633,62
- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation.....	1 895 894 301,74		543 586,00
- Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale.....	76 812 932,38		3 738 047,62
Cohésion des territoires	18 695 933 205,55		121 709 623,55
- Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables....	3 103 544 920,26		13 263 679,74
- Aide à l'accès au logement	13 102 208 733,00		30 000 209,00
- Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1 466 036 649,04		50 969 222,84

- Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	396 755 419,78		15 016 599,08
- Politique de la ville.....	523 882 535,86		9 719 522,14
- Interventions territoriales de l'État.....	103 504 947,61		2 740 390,75
Conseil et contrôle de l'État	816 759 634,67		9 958 759,65
- Conseil d'État et autres juridictions administratives..	519 636 309,55		6 511 159,65
- Conseil économique, social et environnemental.....	46 218 301,00		179 149,00
- Cour des comptes et autres juridictions financières.....	250 905 024,12		3 268 451,00
Crédits non répartis			394 224 337,00
- Provision relative aux rémunérations publiques			209 550 681,00
- Dépenses accidentelles et imprévisibles.....			184 673 656,00
Culture	4 117 316 906,70		74 492 718,89
- Patrimoines.....	1 527 938 706,78		32 339 679,59
- Création	948 174 882,35		15 193 294,48
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	806 993 868,44		24 642 235,60
- Soutien aux politiques du ministère de la culture.....	834 209 449,13		2 317 509,22
Défense	60 210 948 465,16		478 205 550,13
- Environnement et prospective de la politique de défense	2 883 338 475,86		251 694 574,16
- Préparation et emploi des forces.....	16 212 510 175,84		3 218,30

- Soutien de la politique de la défense	24 505 866 185,70		154 761 407,00
- Équipement des forces.....	16 609 233 627,76		71 746 350,67
Direction de l'action du Gouvernement	975 504 787,17		13 353 495,61
- Coordination du travail gouvernemental.....	842 348 119,71		12 172 894,07
- Protection des droits et libertés.....	133 156 667,46		1 180 601,54
Écologie, développement et mobilité durables	25 895 403 464,27		194 015 948,59
- Infrastructures et services de transports.....	8 650 285 598,50		29 277 618,45
- Affaires maritimes, pêche et aquaculture.....	338 766 057,14		1 409 133,40
- Paysages, eau et biodiversité.....	454 123 528,50		9 303 196,68
- Expertise, information géographique et météorologie	504 713 871,01		111 052,40
- Prévention des risques	1 273 129 207,09		24 514 880,03
- Énergie, climat et après-mines.....	4 353 324 837,32		101 413 339,68
- Service public de l'énergie	5 702 122 565,00		
- Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables.....	3 028 327 038,96		21 283 088,70
- Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	1 590 610 760,75		6 703 639,25
Économie	5 163 252 456,99		18 717 575,56
- Développement des entreprises et régulations	3 935 993 488,77		6 503 060,23

- Plan "France Très haut débit"	74 965 668,00		
- Statistiques et études économiques	466 225 221,79		8 837 000,76
- Stratégies économiques	686 068 078,43		3 377 514,57
- Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »			
Engagements financiers de l'État	52 112 652 838,16	1 130 417,58	803 483 174,42
- Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs).....	49 267 565 888,52		770 434 111,48
- Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs).....	1 921 545 085,85		21 032 315,15
- Épargne.....	106 419 781,21		478 412,79
- Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État	817 130 417,58	1 130 417,58	
- Dotation du Mécanisme européen de stabilité			
- Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement.....			
- Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-8 335,00		11 538 335,00
- Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19 ..			
Enseignement scolaire	86 564 161 035,41		40 991 481,70
- Enseignement scolaire public du premier degré	26 689 144 807,15		2 304 120,10

- Enseignement scolaire public du second degré	38 247 943 028,02		2 302 405,70
- Vie de l'élève.....	7 933 353 240,35		19 564 891,91
- Enseignement privé du premier et du second degrés.	8 939 790 780,16		1 649 774,84
- Soutien de la politique de l'éducation nationale.....	3 071 099 203,50		9 715 085,52
- Enseignement technique agricole.....	1 682 829 976,23		5 455 203,63
Gestion des finances publiques	10 655 208 623,95		41 013 342,52
- Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8 000 127 736,52		23 428 276,79
- Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	943 212 767,70		9 486 346,65
- Facilitation et sécurisation des échanges	1 711 868 119,73		8 098 719,08
Immigration, asile et intégration	1 869 298 794,03		18 056 200,52
- Immigration et asile.....	1 519 662 356,45		17 440 857,92
- Intégration et accès à la nationalité française	349 636 437,58		615 342,60
Investir pour la France de 2030	652 136 503,19		366 818,81
- Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche.....			
- Valorisation de la recherche.....			
- Accélération de la modernisation des entreprises	-90 000 000,00		

- Financement des investissements stratégiques	347 136 503,19		366 818,81
- Financement structurel des écosystèmes d'innovation....	395 000 000,00		
Justice	12 875 752 175,49		665 843 342,93
- Justice judiciaire	4 558 650 595,12		39 586 586,31
- Administration pénitentiaire	5 832 850 142,34		603 194 288,34
- Protection judiciaire de la jeunesse.....	1 086 140 569,04		8 393 609,00
- Accès au droit et à la justice	726 827 698,03		507 639,53
- Conduite et pilotage de la politique de la justice	666 917 238,41		14 140 556,30
- Conseil supérieur de la magistrature	4 365 932,55		20 663,45
Médias, livre et industries culturelles	707 641 556,72		931 477,28
- Presse et médias.....	367 220 898,76		797 625,24
- Livre et industries culturelles.....	340 420 657,96		133 852,04
Outre-mer	3 116 660 914,15		68 946 064,69
- Emploi outre-mer.....	1 997 444 050,58		11 582 211,87
- Conditions de vie outre-mer	1 119 216 863,57		57 363 852,82
Plan de relance	-1 273 393 939,73		1 612 666 814,08
- Écologie.....	-91 161 865,18		111 493 006,11
- Compétitivité	-187 154 199,96		291 167 635,38
- Cohésion.....	-995 077 874,59		1 210 006 172,59
Pouvoirs publics	1 157 376 416,00		

- Présidence de la République.....	122 563 852,00		
- Assemblée nationale.....	627 181 842,00		
- Sénat.....	353 470 900,00		
- La Chaîne parlementaire....	35 245 822,00		
- Indemnités des représentants français au Parlement européen.....			
- Conseil constitutionnel.....	17 930 000,00		
- Haute Cour.....			
- Cour de justice de la République.....	984 000,00		
Recherche et enseignement supérieur	31 496 084 948,75		225 671 770,06
- Formations supérieures et recherche universitaire.....	15 443 577 050,27		13 378 516,34
- Vie étudiante.....	3 275 814 764,87		775 694,17
- Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires.....	8 068 054 899,98		116 385 898,18
- Recherche spatiale.....	1 607 279 541,00		
- Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables.....	1 886 062 177,54		3 608 988,46
- Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle...	642 097 473,09		1 813 130,91
- Recherche duale (civile et militaire).....	150 019 167,00		
- Enseignement supérieur et recherche agricoles.....	423 179 875,00		89 709 542,00

<p>Régimes sociaux et de retraite</p> <p>- Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres.....</p> <p>- Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins...</p> <p>- Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers</p>	<p>6 063 617 642,84</p> <p>4 206 133 513,56</p> <p>774 486 123,00</p> <p>1 082 998 006,28</p>		<p>2 073 960,16</p> <p>2 073 959,44</p> <p>0,72</p>
<p>Relations avec les collectivités territoriales</p> <p>- Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements</p> <p>- Concours spécifiques et administration</p>	<p>3 929 093 134,63</p> <p>3 563 327 164,97</p> <p>365 765 969,66</p>		<p>255 800 497,63</p> <p>190 650 052,03</p> <p>65 150 445,60</p>
<p>Remboursements et dégrèvements</p> <p>- Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs).....</p> <p>- Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)....</p>	<p>146 528 750 158,11</p> <p>141 573 590 889,27</p> <p>4 955 159 268,84</p>		<p>1 644 804 872,89</p> <p>1 542 139 149,73</p> <p>102 665 723,16</p>
<p>Santé</p> <p>- Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins</p> <p>- Protection maladie</p>	<p>2 842 508 747,19</p> <p>426 868 747,19</p> <p>1 166 740 000,00</p>		<p>11 057 739,22</p> <p>11 057 739,22</p>

- Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	1 248 900 000,00		
Sécurités	25 448 589 826,76		617 521 117,89
- Police nationale	13 276 739 054,34		135 440 959,92
- Gendarmerie nationale.....	11 118 361 223,65		381 175 776,70
- Sécurité et éducation routières	73 037 690,91		1 251 373,71
- Sécurité civile	980 451 857,86		99 653 007,56
Solidarité, insertion et égalité des chances	30 959 573 326,84		5 326 536,78
- Inclusion sociale et protection des personnes	14 312 789 218,83		674 036,17
- Handicap et dépendance	15 317 082 674,15		390 476,85
- Égalité entre les femmes et les hommes	100 841 120,38		227 636,62
- Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales.....	1 228 860 313,48		4 034 387,14
Sport, jeunesse et vie associative	1 483 251 841,76		63 889 231,15
- Sport	668 129 672,37		61 235 861,63
- Jeunesse et vie associative.	769 640 849,39		2 565 529,52
- Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.....	45 481 320,00		87 840,00
Transformation et fonction publiques	779 931 732,50		69 721 757,24

- Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs.....	349 499 130,79		1 017 424,99
- Transformation publique ...	103 952 656,16		55 032 027,84
- Innovation et transformation numériques ..	35 047 974,62		493 748,38
- Fonction publique.....	244 507 256,19		11 900 941,77
- Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques.....	46 924 714,74		1 277 614,26
Travail et emploi	20 758 821 648,98		262 737 559,61
- Accès et retour à l'emploi..	7 062 038 782,94		105 645 617,06
- Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi..	12 809 862 771,01		152 281 918,99
- Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	172 557 616,51		1 648 735,80
- Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.....	714 362 478,52		3 161 287,76
Total	575 104 246 155,51	1 130 417,58	8 712 300 484,46

- ③ II. – Le montant des dépenses relatives au budget général au titre de l'année 2024 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits de paiement ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

(En euros)

④

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Action extérieure de l'État	3 288 548 749,47		39 491 273,62
- Action de la France en Europe et dans le monde	2 105 038 839,71		26 746 828,31
- Diplomatie culturelle et d'influence	769 581 186,77		1 008 249,62
- Français à l'étranger et affaires consulaires	413 928 722,99		11 736 195,69
Administration générale et territoriale de l'État	4 662 005 643,96		43 818 242,39
- Administration territoriale de l'État.....	2 593 977 038,79		1 824 025,83
- Vie politique	355 125 881,67		38 355 669,33
- Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur.....	1 712 902 723,50		3 638 547,23
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 498 318 592,31		204 716 001,24
- Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.	2 573 376 458,28		141 375 213,72
- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	869 846 894,90		60 670 603,21
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	616 667 415,13		2 670 184,31
- Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG).....	438 427 824,00		

<p align="center">Aide publique au développement</p> <p>- Aide économique et financière au développement</p> <p>- Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement</p> <p>- Solidarité à l'égard des pays en développement</p> <p>- Restitution des "biens mal acquis"</p>	<p>4 822 326 934,26</p> <p>1 875 414 028,45</p> <p>150 000 000,00</p> <p>2 796 912 905,81</p>		<p>110 984 855,14</p> <p>105 417 841,55</p> <p>5 567 013,59</p>
<p align="center">Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation</p> <p>- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</p> <p>- Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale</p>	<p>1 959 157 406,10</p> <p>1 882 210 033,11</p> <p>76 947 372,99</p>		<p>3 751 514,64</p> <p>6 889,63</p> <p>3 744 625,01</p>
<p align="center">Cohésion des territoires</p> <p>- Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables</p> <p>- Aide à l'accès au logement....</p> <p>- Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</p> <p>- Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire</p> <p>- Politique de la ville.....</p> <p>- Interventions territoriales de l'État.....</p>	<p>18 497 110 726,96</p> <p>3 131 301 573,86</p> <p>13 102 208 733,00</p> <p>1 217 976 346,57</p> <p>379 630 501,20</p> <p>524 099 314,81</p> <p>141 894 257,52</p>		<p>55 990 776,42</p> <p>13 689 830,14</p> <p>30 000 209,00</p> <p>1 107 979,95</p> <p>1 419 554,66</p> <p>9 676 743,19</p> <p>96 459,48</p>
<p>Conseil et contrôle de l'État</p>	<p>860 740 874,65</p>		<p>5 834 514,61</p>

- Conseil d'État et autres juridictions administratives.....	560 954 747,86		3 588 743,72
- Conseil économique, social et environnemental.....	46 218 301,00		179 149,00
- Cour des comptes et autres juridictions financières.....	253 567 825,79		2 066 621,89
Crédits non répartis			264 650 681,00
- Provision relative aux rémunérations publiques.....			209 550 681,00
- Dépenses accidentelles et imprévisibles.....			55 100 000,00
Culture	3 864 734 173,38		8 623 884,90
- Patrimoines.....	1 250 576 676,49		6 169 842,04
- Création.....	973 937 627,03		608 373,33
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ...	806 994 985,91		297 110,13
- Soutien aux politiques du ministère de la culture.....	833 224 883,95		1 548 559,40
Défense	58 428 180 092,58		2 231 511,14
- Environnement et prospective de la politique de défense.....	2 006 955 015,73		3,40
- Préparation et emploi des forces.....	15 048 832 910,08		0,79
- Soutien de la politique de la défense.....	24 659 167 687,72		2 231 506,50
- Équipement des forces.....	16 713 224 479,05		0,45
Direction de l'action du Gouvernement	1 016 698 598,69		8 402 751,16
- Coordination du travail gouvernemental.....	885 722 171,88		7 411 238,97
- Protection des droits et libertés.....	130 976 426,81		991 512,19

Écologie, développement et mobilité durables	24 232 001 582,79		150 480 298,61
- Infrastructures et services de transports.....	8 598 907 595,68		1 000 000,88
- Affaires maritimes, pêche et aquaculture.....	313 191 803,78		0,76
- Paysages, eau et biodiversité .	379 159 409,21		485 737,65
- Expertise, information géographique et météorologie..	503 626 611,65		1 911 311,76
- Prévention des risques	1 285 917 538,71		26 414 581,55
- Énergie, climat et après-mines	3 797 447 109,97		29 168 303,03
- Service public de l'énergie	5 701 907 423,41		12 468 286,59
- Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables.....	3 081 897 560,92		10 839 153,85
- Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.....	569 946 529,46		68 192 922,54
Économie	5 103 914 330,61		53 556 577,59
- Développement des entreprises et régulations	3 691 726 547,69		34 287 780,31
- Plan "France Très haut débit"	260 873 290,81		13 843 515,19
- Statistiques et études économiques	459 329 440,10		4 303 879,10
- Stratégies économiques	691 985 052,01		1 121 402,99
- Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État ».....			

Engagements financiers de l'État	58 764 607 531,25	1 130 417,58	792 358 637,33
- Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs).....	49 267 565 888,52		770 434 111,48
- Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs).....	1 921 545 085,85		21 032 315,15
- Épargne.....	106 003 721,41		892 210,59
- Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État.....	817 130 417,58	1 130 417,58	
- Dotation du Mécanisme européen de stabilité			
- Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement.....			
- Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	177 410 818,89		0,11
- Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19	6 474 951 599,00		
Enseignement scolaire	86 397 477 333,51		39 109 134,61
- Enseignement scolaire public du premier degré	26 685 544 935,30		14 183 429,95
- Enseignement scolaire public du second degré	38 247 288 122,92		4 189 414,80
- Vie de l'élève.....	7 933 873 880,29		2 166 610,97
- Enseignement privé du premier et du second degrés.....	8 939 358 666,73		2 148 146,27
- Soutien de la politique de l'éducation nationale.....	2 909 792 897,61		7 788 009,28
- Enseignement technique agricole.....	1 681 618 830,66		8 633 523,34
Gestion des finances publiques	10 595 148 233,49		58 441 407,94

- Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	7 959 196 649,26		39 023 181,53
- Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	963 157 381,26		583 738,23
- Facilitation et sécurisation des échanges.....	1 672 794 202,97		18 834 488,18
Immigration, asile et intégration	2 190 724 734,84		11 213 547,52
- Immigration et asile	1 835 599 035,85		6 459 579,33
- Intégration et accès à la nationalité française	355 125 698,99		4 753 968,19
Investir pour la France de 2030	6 270 578 176,09		26 857 027,91
- Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche.....	240 975 000,00		
- Valorisation de la recherche ..	83 349 000,00		
- Accélération de la modernisation des entreprises..	-76 524 300,00		
- Financement des investissements stratégiques	4 642 993 396,09		26 857 027,91
- Financement structurel des écosystèmes d'innovation.....	1 379 785 080,00		
Justice	11 826 772 588,11		37 910 199,53
- Justice judiciaire	4 374 875 084,46		10 708 883,47
- Administration pénitentiaire..	4 944 773 629,16		23 767 031,51
- Protection judiciaire de la jeunesse.....	1 087 395 649,47		1 267 039,18
- Accès au droit et à la justice ..	726 970 553,58		38 143,98
- Conduite et pilotage de la politique de la justice	687 482 396,60		1 882 257,23

- Conseil supérieur de la magistrature	5 275 274,84		246 844,16
Médias, livre et industries culturelles	711 539 920,12		3 372 444,88
- Presse et médias.....	363 778 735,71		2 830 675,29
- Livre et industries culturelles	347 761 184,41		541 769,59
Outre-mer	2 916 994 132,68		2 911 089,75
- Emploi outre-mer.....	1 979 384 334,89		2 497 648,97
- Conditions de vie outre-mer ..	937 609 797,79		413 440,78
Plan de relance	2 235 654 165,92		1,29
- Écologie.....	1 766 238 849,67		0,33
- Compétitivité.....	386 787 407,21		
- Cohésion.....	82 627 909,04		0,96
Pouvoirs publics	1 157 376 416,00		
- Présidence de la République..	122 563 852,00		
- Assemblée nationale.....	627 181 842,00		
- Sénat	353 470 900,00		
- La Chaîne parlementaire.....	35 245 822,00		
- Indemnités des représentants français au Parlement européen			
- Conseil constitutionnel	17 930 000,00		
- Haute Cour.....			
- Cour de justice de la République.....	984 000,00		
Recherche et enseignement supérieur	30 986 367 387,85		29 320 568,24
- Formations supérieures et recherche universitaire.....	15 108 225 737,41		8 776 575,13
- Vie étudiante.....	3 254 246 060,17		1 501 949,22

- Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires.....	7 736 700 386,23		7 889 117,93
- Recherche spatiale	1 607 279 541,00		
- Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	2 039 156 602,01		9 023 858,99
- Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	669 666 276,98		979 524,02
- Recherche duale (civile et militaire).....	150 019 167,00		
- Enseignement supérieur et recherche agricoles	421 073 617,05		1 149 542,95
Régimes sociaux et de retraite	6 063 617 642,84		2 073 960,16
- Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres.....	4 206 133 513,56		2 073 959,44
- Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins.....	774 486 123,00		
- Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers.....	1 082 998 006,28		0,72
Relations avec les collectivités territoriales	3 894 672 811,67		101 322 076,48
- Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 638 023 724,54		64 817 204,46
- Concours spécifiques et administration	256 649 087,13		36 504 872,02
Remboursements et dégrèvements	146 523 495 990,03	1 690,00	1 650 060 730,97
- Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs).....	141 568 330 580,19	1 690,00	1 547 401 148,81

- Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs).....	4 955 165 409,84		102 659 582,16
Santé	2 802 771 096,01		16 398 408,40
- Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins.....	387 131 096,01		16 398 408,40
- Protection maladie	1 166 740 000,00		
- Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR).....	1 248 900 000,00		
Sécurités	25 485 801 587,12		4 855 775,39
- Police nationale	13 443 240 127,11		981 855,18
- Gendarmerie nationale.....	11 009 866 787,79		3 383 008,99
- Sécurité et éducation routières	70 078 388,62		113 134,74
- Sécurité civile	962 616 283,60		377 776,48
Solidarité, insertion et égalité des chances	31 030 868 207,28		26 679 883,34
- Inclusion sociale et protection des personnes	14 323 264 934,33		10 180 811,67
- Handicap et dépendance	15 315 374 691,57		1 488 307,43
- Égalité entre les femmes et les hommes.....	101 061 133,78		430 192,22
- Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 291 167 447,60		14 580 572,02
Sport, jeunesse et vie associative	1 547 639 335,12		201 721 441,79

- Sport	639 026 388,21		187 854 643,79
- Jeunesse et vie associative.....	772 517 592,41		13 778 958,50
- Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.....	136 095 354,50		87 839,50
Transformation et fonction publiques	913 643 620,65		107 997 817,82
- Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs.....	398 901 665,17		95 879 969,83
- Transformation publique	170 638 299,21		3 301 688,79
- Innovation et transformation numériques.....	32 092 600,90		372 820,10
- Fonction publique.....	265 086 340,63		7 165 724,84
- Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques.....	46 924 714,74		1 277 614,26
Travail et emploi	21 432 093 171,83		445 494 555,36
- Accès et retour à l'emploi.....	7 049 360 036,18		76 730 784,82
- Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	13 569 520 569,10		363 817 061,14
- Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	98 515 391,48		3 521 040,52
- Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.....	714 697 175,07		1 425 668,88
Total	584 981 581 788,17	1 132 107,58	4 510 631 591,17

Article 5

- ① I. – Le montant des autorisations d’engagement consommées sur les budgets annexes au titre de l’année 2024 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d’engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)

Désignation des budgets annexes	Autorisations d’engagement	Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l’année	
		Ouvertures d’autorisations d’engagement complémentaires	Annulations d’autorisations d’engagement non engagées et non reportées
Contrôle et exploitation aériens	2 318 452 760,27	0,00	7 460 261,37
- Soutien aux prestations de l’aviation civile.....	1 534 528 211,99		7 367 015,37
- Navigation aérienne	729 272 129,71		93 168,13
- Transports aériens, surveillance et certification	54 652 418,57		77,87
Publications officielles et information administrative	141 427 066,51	0,00	5 936 524,31
- Édition et diffusion	39 353 989,73		2 692 301,88
- Pilotage et ressources humaines..	102 073 076,78		3 244 222,43
Total des budgets annexes	2 459 879 826,78	0,00	13 396 785,68

- ③ II. – Les résultats relatifs aux budgets annexes au titre de l’année 2024 sont arrêtés par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

④

(En euros)

Désignation des budgets annexes	Opérations de l'année		Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations des crédits non consommés et non reportés
Contrôle et exploitation aériens	2 221 007 740,67	2 531 540 960,85	0,00	18 454 653,26
- Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 517 057 584,21			17 870 644,41
- Navigation aérienne	650 682 208,19			62 031,84
- Transports aériens, surveillance et certification ...	53 267 948,27			521 977,01
Publications officielles et information administrative	138 701 752,40	194 559 053,02	0,00	4 684 601,88
- Edition et diffusion	40 972 815,55			
- Pilotage et ressources humaines	97 728 936,85			4 684 601,88
Total des budgets annexes ...	2 359 709 493,07	2 726 100 013,87	0,00	23 139 255,14

Article 6

①

I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux est arrêté, au 31 décembre 2024, par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

(En euros)

②

Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Comptes d'affectation spéciale			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 818 171 508,53		52 089 140,47
- Structures et dispositifs de sécurité routière.....	339 718 022,73		4 358,27
- Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers.....	26 200 000,00		
- Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	737 115 829,80		5 494 348,20
- Désendettement de l'État.....	715 137 656,00		46 590 434,00
Développement agricole et rural	156 229 149,25		1 488 655,75
- Développement et transfert en agriculture	66 382 527,17		558 174,83
- Recherche appliquée et innovation en agriculture	89 846 622,08		930 480,92
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	356 621 542,41		319 552,59
- Electrification rurale	350 292 853,85		319 552,15

- Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées	6 328 688,56		0,44
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	266 520 116,08		25 487 009,24
- Contributions des cessions immobilières au désendettement de l'État.....			
- Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État.	266 520 116,08		25 487 009,24
Participation de la France au désendettement de la Grèce			
- Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs			
- Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France.....			
Participations financières de l'État	9 501 290 126,94		1 835 001 995,06
- Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	3 026 338 527,94		1 835 001 995,06
- Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État.....	6 474 951 599,00		
Pensions	67 885 282 172,27		2,73
- Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité.....	64 451 039 544,80		1,20
- Ouvriers des établissements industriels de l'État	2 083 210 067,36		0,64

- Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 351 032 560,11		0,89
Total des comptes d'affectation spéciale	79 984 114 615,48		1 914 386 355,84
<p align="center">Comptes de concours financiers</p> <p align="center">Accords monétaires internationaux</p> <p>- Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine.....</p> <p>- Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale</p> <p>- Relations avec l'Union des Comores</p>			
Avances à l'audiovisuel public	3 976 056 557,00		
- France Télévisions.....	2 523 106 868,00		
- ARTE France.....	293 541 041,00		
- Radio France.....	652 954 400,00		
- France Médias Monde	299 552 666,00		
- Institut national de l'audiovisuel.....	104 075 354,00		
- TV5 Monde	83 826 220,00		
- Programme de transformation ..	19 000 008,00		
Avances aux collectivités territoriales	128 111 600 145,99		5 019 952 420,01
- Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie	154 000 000,00		83 200 000,00

- Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	127 958 964 292,99		4 935 388 273,01
- Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de Covid-19	-1 364 147,00		1 364 147,00
Prêts à des États étrangers	509 645 691,90		777 476 698,10
- Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	413 829 472,00		586 170 528,00
- Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France.....	95 816 219,90		191 306 170,10
- Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers.....			
- Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro.....			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	791 150 000,00		20 753 552,00
- Prêts et avances pour le logement des agents de l'État			50 000,00
- Prêts pour le développement économique et social.....	287 750 000,00		17 513 552,00
- Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie.....			

<p>- Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir</p> <p>- Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle</p> <p>- Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19 ou par le conflit en Ukraine</p>	<p align="right">500 000 000,00</p> <p align="right">3 400 000,00</p>		<p align="right">3 190 000,00</p>
<p align="center">Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics</p> <p>- Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.....</p> <p>- Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics</p> <p>- Prêts et avances à des services de l'État.....</p> <p>- Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex</p> <p>- Prêts aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de la Covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité.....</p> <p>- Prêts destinés à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19</p>	<p align="right">7 816 839 187,00</p> <p align="right">7 552 942 000,00</p> <p align="right">193 897 187,00</p>		<p align="right">746 180 746,00</p> <p align="right">647 058 000,00</p> <p align="right">16 102 813,00</p> <p align="right">83 019 933,00</p>

<p>- Prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19</p> <p>- Prêts destinés au financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.....</p> <p>- Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens</p>	<p>70 000 000,00</p>		
<p>Total des comptes de concours financiers</p>	<p>141 205 291 581,89</p>		<p>6 564 363 416,11</p>

③ II. – Les résultats des comptes spéciaux sont arrêtés, au 31 décembre 2024, par mission et programme aux sommes mentionnées dans les tableaux ci-après. Les crédits de paiement ouverts et les découverts autorisés sont modifiés comme indiqué dans ces tableaux.

④

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année			Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Comptes d'affectation spéciale				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 818 206 902,33	1 876 991 936,39		52 084 782,67
- Structures et dispositifs de sécurité routière	341 203 824,67			0,33
- Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00			
- Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières ...	735 665 421,66			5 494 348,34
- Désendettement de l'État.....	715 137 656,00			46 590 434,00

<p>Développement agricole et rural</p> <p>- Développement et transfert en agriculture</p> <p>- Recherche appliquée et innovation en agriculture</p>	<p align="right">143 633 774,27</p> <p align="right">65 117 588,67</p> <p align="right">78 516 185,60</p>	<p align="right">151 865 352,28</p>		<p align="right">0,73</p> <p align="right">0,33</p> <p align="right">0,40</p>
<p>Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale</p> <p>- Électrification rurale</p> <p>- Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées</p>	<p align="right">356 526 704,25</p> <p align="right">350 610 138,40</p> <p align="right">5 916 565,85</p>	<p align="right">377 938 969,23</p>		<p align="right">0,75</p> <p align="right">0,60</p> <p align="right">0,15</p>
<p>Gestion du patrimoine immobilier de l'État</p> <p>- Contributions des cessions immobilières au désendettement de l'État.....</p> <p>- Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État.....</p>	<p align="right">298 220 966,41</p> <p align="right">298 220 966,41</p>	<p align="right">355 186 507,22</p>		<p align="right">21 423 871,89</p> <p align="right">21 423 871,89</p>
<p>Participation de la France au désendettement de la Grèce</p>				

- Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs				
- Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France.....				
Participations financières de l'État	9 501 290 126,94	8 026 949 603,19		1 835 001 995,06
- Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État ...	3 026 338 527,94			1 835 001 995,06
- Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	6 474 951 599,00			
Pensions	67 885 282 172,27	64 689 481 622,61		2,73
- Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	64 451 039 544,80			1,20
- Ouvriers des établissements industriels de l'État	2 083 210 067,36			0,64
- Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 351 032 560,11			0,89
Total des comptes d'affectation spéciale	80 003 160 646,47	75 478 413 990,92		1 908 510 653,83
Comptes de concours financiers				
Accords monétaires internationaux				

<ul style="list-style-type: none"> - Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine..... - Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale - Relations avec l'Union des Comores . 				
<p>Avances à l'audiovisuel public</p> <ul style="list-style-type: none"> - France Télévisions... - ARTE France..... - Radio France..... - France Médias Monde - Institut national de l'audiovisuel..... - TV5 Monde..... - Programme de transformation..... 	<p>3 976 056 557,00</p> <p>2 523 106 868,00</p> <p>293 541 041,00</p> <p>652 954 400,00</p> <p>299 552 666,00</p> <p>104 075 354,00</p> <p>83 826 220,00</p> <p>19 000 008,00</p>	<p>3 976 074 494,75</p>		
<p>Avances aux collectivités territoriales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie ... - Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes..... 	<p>128 111 600 145,99</p> <p>154 000 000,00</p> <p>127 958 964 292,99</p>	<p>128 274 103 383,72</p>		<p>5 019 952 420,01</p> <p>83 200 000,00</p> <p>4 935 388 273,01</p>

<p>- Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de la Covid-19</p>	<p align="right">-1 364 147,00</p>			<p align="right">1 364 147,00</p>
<p>Prêts à des États étrangers</p> <p>- Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France.....</p> <p>- Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France</p> <p>- Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers.....</p> <p>- Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro.....</p>	<p align="right">625 186 055,39</p> <p align="right">379 369 835,49</p> <p align="right">95 816 219,90</p> <p align="right">150 000 000,00</p>	<p align="right">2 250 512 094,93</p>		<p align="right">573 939 138,61</p> <p align="right">382 632 968,51</p> <p align="right">191 306 170,10</p>
<p>Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés</p>	<p align="right">651 708 866,86</p>	<p align="right">74 946 604,80</p>		<p align="right">85 794 685,14</p>

- Prêts et avances pour le logement des agents de l'État.....				50 000,00
- Prêts pour le développement économique et social..	295 000 000,00			71 463 552,00
- Prêts et avances pour le développement du commerce avec l'Iran.				
- Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie				
- Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir				11 000 000,00
- Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle.....	353 308 866,86			91 133,14
- Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19 ou par le conflit en Ukraine	3 400 000,00			3 190 000,00
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	7 816 839 187,00	8 287 726 743,96		732 780 746,00
- Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.....	7 552 942 000,00			647 058 000,00

- Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	193 897 187,00		2 702 813,00
- Prêts et avances à des services de l'État			83 019 933,00
- Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex.....			
- Prêts aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de la Covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité			
- Prêts destinés à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19			
- Prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19			
- Prêts destinés au financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien de la			

métropole d'Aix-Marseille-Provence				
- Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens	70 000 000,00			
Total des comptes de concours financiers ..	141 181 390 812,24	142 863 363 322,16		6 412 466 989,76

(En euros)

⑤

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année
	Dépenses	Recettes	Majorations du découvert
Comptes de commerce			
- Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires.....	940 222 924,25	983 778 156,29	
- Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	211 734 675,49	210 624 035,73	
- Couverture des risques financiers de l'État	1 154 684 226,43	1 154 684 226,43	
- Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	829 537 656,41	807 695 787,88	
- Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	55 801 944 253,47	55 801 646 404,37	
- Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	7 641 150,00	4 260 618,70	
- Opérations commerciales des domaines.....	63 063 109,44	112 840 433,51	
- Régie industrielle des établissements pénitentiaires	36 136 262,50	39 502 081,72	
- Soutien financier au commerce extérieur.....	1 532 328 942,69	1 873 232 143,41	
Total des comptes de commerce	60 577 293 200,68	60 988 263 888,04	0,00
Comptes d'opérations monétaires			
- Émission des monnaies métalliques	138 501 675,17	228 366 201,00	

- Opérations avec le Fonds monétaire international.....	1 020 964 252,75	248 155 526,29	18 016 923 778,24
- Pertes et bénéfices de change.....	25 798 003,25	17 770 092,91	
Total des comptes d'opérations monétaires.....	1 185 263 931,17	494 291 820,20	18 016 923 778,24

- ⑥ III. – Les soldes des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2025 sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2024, aux sommes ci-après :

⑦

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Soldes au 31 décembre 2024	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale		10 118 614 867,40
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers.....		1 189 535 772,81
Développement agricole et rural.....		142 506 415,82
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale.....		508 720 315,42
Gestion du patrimoine immobilier de l'État.....		764 048 009,11
Participation de la France au désendettement de la Grèce.....		
Participations financières de l'État.....		2 913 420 123,67
Pensions.....		4 600 384 230,57
Comptes de concours financiers	24 575 343 288,66	3 985 293,58
Accords monétaires internationaux.....		
Avances à l'audiovisuel public.....		3 985 293,58
Avances aux collectivités territoriales.....	422 465 373,70	
Prêts à des États étrangers.....	14 016 810 278,72	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés.....	4 540 965 561,99	
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	5 595 102 074,25	
Comptes de commerce	76 569 549,70	9 438 984 531,15
Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires.....	63 728 413,52	

Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12 841 136,16	
Couverture des risques financiers de l'État	0,02	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État.....		22 212 394,30
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État.....		4 023 729 245,61
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés		101 676 096,17
Opérations commerciales des domaines ...		272 072 648,24
Régie industrielle des établissements pénitentiaires.....		36 155 406,41
Soutien financier au commerce extérieur .		4 983 138 740,42
Comptes d'opérations monétaires	18 158 035 498,95	395 297 288,65
Émission des monnaies métalliques		395 297 288,65
Opérations avec le Fonds monétaire international	18 016 923 778,24	
Pertes et bénéfices de change.....	141 111 720,71	
Total des comptes spéciaux	42 809 948 337,31	19 956 881 980,78

- ⑧ IV. Les soldes arrêtés au III sont reportés à la gestion 2025 à l'exception :
- ⑨ a) d'un solde débiteur de 377 697 624,95 € concernant le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » ;
- ⑩ b) d'un solde débiteur de 24 000 000,00 € concernant le compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » ;
- ⑪ c) d'un solde créditeur de 211 913 642,84 € concernant le compte de commerce « Opérations commerciales des domaines » ;

- ⑫ d) d'un solde créditeur de 395 297 288,65 € concernant le compte d'opérations monétaires « Émission des monnaies métalliques » ;
- ⑬ e) d'un solde débiteur de 141 111 720,71 € concernant le compte d'opérations monétaires « Pertes et bénéfices de change ».

Article 7

Le résultat patrimonial de l'exercice 2021, qui s'élève à -142,1 Md€ est affecté au report des exercices antérieurs du bilan de l'État.

Article 8

Le résultat patrimonial de l'exercice 2022, qui s'élève à -160,0 Md€, est affecté au report des exercices antérieurs du bilan de l'État.

Article 9

Le résultat patrimonial de l'exercice 2023, qui s'élève à -124,9 Md€, est affecté au report des exercices antérieurs du bilan de l'État.

Article 10

Le solde créditeur du compte spécial « Participation de la France au désendettement de la Grèce » clos au 1^{er} janvier 2023 est arrêté au montant de 799 800 000,00 €.